



Rencontres économiques d'Aix-en-Provence – 8 juillet 2022

Transition écologique : croissance ou décroissance ?

Discours de François Villeroy de Galhau,

Gouverneur de la Banque de France

Contact presse : Mark Deen (mark.deen@banque-france.fr)

Je veux d'abord vous dire le plaisir de retrouver Aix, même sur un sujet difficile comme ce soir. Je vais vous proposer en 6 minutes, une musique en deux temps prestissimo.

Premier temps : Je vais citer un de mes anciens patrons, les problèmes qui n'ont qu'une seule solution sont les plus simples. Pour le dire autrement, nous n'avons pas le choix. D'abord parce que ceux qui voudraient refuser la transition nous mènent non seulement à la catastrophe écologique mais à la catastrophe économique. Nous avons fait des études à la Banque de France sur l'effet PIB en 2100. Nous ne prétendons pas le savoir avec une précision totale, mais si on a une transition ordonnée elle nous coûte sur le plan économique autour de 7 points de PIB selon notre estimation. Si on refuse la transition, à ce moment-là on a un risque physique massif qui coûte à l'économie 3 fois plus, 20 points de PIB.

Nous n'avons pas le choix non plus parce que, même si je regrette que la diversité de nos opinions sur cette scène ne soit pas à la hauteur du thème, je ne crois pas que la décroissance soit une stratégie, ni désirable, ni suffisante. Elle n'est pas désirable car elle nous priverait soit des revenus dont on a besoin pour financer les investissements, et elle accroîtrait fortement les inégalités et les tensions de répartition pour le dire de façon soft, voire la violence sociale. Elle n'est pas suffisante en soi car tout dépend du contenu de la décroissance et si elle est associée à une stratégie climatique intelligente. Si c'est pour garder le même mix, honnêtement ce n'est pas une stratégie efficace.

Il nous reste une stratégie et une seule : le **découplage**. Je donne là un petit éclairage économique car cela se mesure. Dans le ratio le plus simple, vous prenez au numérateur une donnée qui traduit l'empreinte environnementale, mettons les émissions de CO2 et au dénominateur, une donnée qui traduit la croissance économique, prenez le PIB. La bonne nouvelle c'est que ces indicateurs de couplage ou de découplage, que je vais prendre ici dans le sens couplage, marquent déjà une réduction sensible de l'empreinte environnementale par point de PIB. Les ordres de grandeur sont significatifs.

Sur les 20 dernières années, depuis les années 1990, en moyenne, le couplage a diminué à l'échelle mondiale de 1,8% par an. C'est encore mieux dans l'UE : on diminue l'empreinte environnementale en point de PIB de 3,3% par an. La moins bonne nouvelle c'est que c'est très loin d'être suffisant. Si on veut atteindre le net zéro en 2050 à l'échelle mondiale il faut diminuer le couplage de 9% par an. Donc multiplier par 5 à l'échelle mondiale et par un peu plus de 2,5 à l'échelle européenne.

J'arrive à mon deuxième temps, qui n'est pas contradictoire avec le premier : il consiste à dire qu'une solution, fût-elle unique, celle du découplage, peut être complexe et peut imposer l'addition, j'insiste sur l'**addition**, d'actions multiples. Il y a de multiples défis et Patrick Artus en a cité un certain nombre. Je vais me limiter pour tenir dans les 6 minutes à trois que j'annoncerai juste. Le premier, c'est la question des **investissements**. Évidemment, si on est à peu près d'accord sur les ordres de grandeurs, c'est très significatif, c'est presque 1000 milliards de dollars à l'échelle mondiale d'investissements supplémentaires. Mais c'est atteignable et finançable en particulier en Europe car nous avons des ressources abondantes. Christine Lagarde tout à l'heure a fait applaudir ce qu'on appelle l'Union des marchés des capitaux, cela prouve son talent. Mais l'Union des marchés des capitaux peut être verte. Nous avons les ressources ; je ne dis pas que la partie investissement est facile, mais elle est moins difficile que les deux autres défis.

Deuxième défi : il n'y a pas de découplage durable et des investissements privés durables s'il n'y a pas un **prix du carbone**, s'il n'y a pas un signal économique clair qu'il y a intérêt à mener la décarbonation. On rentre sur un sujet infiniment plus difficile de répartition sociale. Vous savez, le terme français qui est le mieux connu dans les enceintes internationales où je participe c'est : « gilet jaune ». Leur mouvement n'a échappé à aucun de nos voisins. Regardez au passage ce qui se passe actuellement sur le choc énergétique Ukraine, la façon dont on se précipite pour le compenser, je sais bien qu'il y a des débats démocratiques, mais cela montre que s'il y a un prix du carbone, il faut une juste compensation. Il y a aussi des questions techniques. Est-ce que c'est une taxe ou des permis

négociables ? Il y a le niveau. Est-ce que c'est le même au niveau mondial, partout, ou différencié selon le degré de développement comme le FMI l'a proposé ? Mais il faut un prix du carbone et tant qu'il n'est pas mondial il faut des mécanismes d'ajustements aux frontières. Là-dessus, nous devons être clairs et fermes avec nos partenaires américains : le virage pro-climat de l'administration Biden est très bienvenu, et très visible dans les organisations internationales. Mais il y manque ce chaînon essentiel qu'est le prix du carbone.

Enfin, il n'y aura pas de découplage s'il n'y a pas **d'engagement international global**. On pourra faire tout ce qu'on veut au niveau européen, et je crois que c'est très important, mais on sait que la Chine avec 29% des émissions représente autant que l'UE, les États-Unis et l'Inde réunis. Cela pose la question du multilatéralisme. Évidemment, il n'est pas en grande forme. J'aurais tendance à dire que ce que Trump avait commencé, Poutine l'a hélas achevé. Mais je crois à la possibilité d'un multilatéralisme ciblé, si j'osais je dirai un multilatéralisme d'égoïsmes, d'intérêts, où tout le monde se retrouve, car sur le climat tout le monde doit gagner.

Je termine avec un mot sur l'Europe. Je crois que l'Europe en la matière doit avoir deux postures qu'elle a rarement : être entrepreneuriale, prête à prendre des risques, et être leader, car le monde a besoin du leadership européen là-dessus. Bien sûr il y a beaucoup de risques d'échec mais la seule façon d'échouer à coup sûr, c'est l'inaction. Donc prenons le risque d'entraîner une coalition mondiale et d'investir, peut être sur-investir de temps en temps. Mais s'il y a un domaine où l'Europe est unie et où elle est en avance sur les autres, c'est celui de la transition écologique. J'aime citer dans ces temps de doute, la dernière phrase de Léon Blum, mort en 1950, la dernière phrase de son dernier édito du Populaire : « Je le crois et je l'espère, je le crois parce que je l'espère ». Je trouve que c'est un beau programme.